



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles R.2123-1 et R.2123-2, du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique - Famille 2 « services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels » de l'avis relatif aux contrats de la commande publique, CPV n° 80530000 – 8 « service de formation professionnelle »)

RÉALISATION D'ACTION DE FORMATION « EXPRESSION DANS LES MÉDIAS-MÉDIA TRAINING »

Accord-cadre n°2025-9245-001

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet l'action de formation « expression dans les médias-média training » pour les agents de l'Office national des forêts et ses filiales ONF ENERGIE, ONF INTERNATIONAL et VEGETIS.

Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commandes

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF ENERGIE
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF INTERNATIONAL
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF VEGETIS
27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing,
77140 NEMOURS

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur Bertrand MULLARTZ, Directeur des Ressources Humaines de l'Office national des forêts en qualité de coordinateur du groupement de commandes.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) ..	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	5
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	5
2	CADRE DU MARCHÉ.....	5
2.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.2	NOMENCLATURE	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1	PROCEDURE.....	5
3.2	FORME DE L'ACCORD-CADRE	6
3.3	DECOMPOSITION EN LOTS	6
3.4	DECOMPOSITION EN TRANCHES	6
3.5	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET VARIANTES.....	6
3.6	DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION	6
3.7	LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	7
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
5.1.	PASSATION DES COMMANDES	7
5.2.	SOUS-TRAITANCE.....	8
5.3.	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	8
6	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
7	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS.....	8
8	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	9
8.1	UNITE MONETAIRE.....	9
8.2	FORME ET CONTENU DES PRIX	9
8.3	MODIFICATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS.....	9
8.3.1	<i>Prestations non prévues</i>	<i>9</i>
8.3.2	<i>Modification des prestations prévues à l'accord-cadre</i>	<i>9</i>
8.4	VARIATION DANS LES PRIX	10
8.4.1	<i>Présentation de la révision.....</i>	<i>10</i>
8.4.2	<i>Encadrement des prix.....</i>	<i>10</i>
8.5	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	10
8.5.1	<i>Facturation.....</i>	<i>10</i>
8.5.2	<i>Dématérialisation des factures.....</i>	<i>10</i>
8.5.3	<i>Délai global de paiement</i>	<i>12</i>
8.5.4	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	<i>13</i>
8.5.5	<i>Retenue de garantie.....</i>	<i>13</i>
8.5.6	<i>Paieement des sous-traitants.....</i>	<i>13</i>
ARTICLE 9	PENALITES	13
9.1	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	14
9.2	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	14
ARTICLE 10	DROIT, LANGUE.....	14
ARTICLE 11	LITIGES.....	14

ARTICLE 12	ASSURANCE.....	14
ARTICLE 13	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	15
ARTICLE 14	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	15
14.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS	15
14.2	TRAVAIL CLANDESTIN	15
14.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	15
14.4	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	16
ARTICLE 15	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 16	DEROGATION AU CCAG-FCS	16

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Pouvoir adjudicateur

L'accord-cadre est lancé en groupement de commandes avec les pouvoirs adjudicateurs suivants :

Office National des Forêts, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 PARIS RCS, ayant son siège 2, Avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représenté par Madame Françoise LE FAILLER, sa Directrice de la communication, coordinateur du groupement de commandes ;

ONF ENERGIE, Société par Actions Simplifiée au capital de 500 000 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 489 573 048, dont le siège social est sis 2, Avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représentée par Monsieur Christophe CHAPOULET, son Directeur Général Délégué ;

ONF INTERNATIONAL, Société par Actions Simplifiée au capital de 650 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 412 350 514, dont le siège social est sis 2, Avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort Cedex représentée par Monsieur Pierre-Emmanuel LECLERCQ, son Directeur Général Délégué ;

ONF VEGETIS, Société par Actions Simplifiée au capital de 250 000 €, immatriculée au RCS de Melun sous le numéro 392 823 647, dont le siège social est sis 27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing, 77140 NEMOURS, représentée par Monsieur Frédéric MALBRUNOT, son Directeur Général Délégué.

1.2 Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne responsable de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est Madame Nadia DENARIE-BURBAN, Chef du Département Développement, Parcours et Compétences de l'ONF :

Madame Nadia DENARIE-BURBAN
2 avenue du Général Leclerc
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX
Email : nadia.denarie-burban@onf.fr

1.3 Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est Monsieur le chef du Département Achats, Patrimoine et Moyens généraux au sein de la Direction Economique et Financière au siège de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER
2 avenue du Général Leclerc
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX
Email : sg-p@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre et habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est Mme Delphine GANTOIS, adjointe au responsable du pôle développement des compétences au Département Développement, Parcours et Compétences de l'ONF :

Madame Delphine GANTOIS
Centre national de formation ONF
8, allée de Longchamp
54600 VILLERS-LES-NANCY
Email : delphine.gantois@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est Madame l'Agente Comptable Principale de l'ONF au siège de l'établissement.

- pour ONF ENERGIE, le service comptable.
- pour ONF INTERNATIONAL, le service comptable.
- pour ONF VEGETIS, le service comptable.

2 CADRE DU MARCHÉ

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'action de formation « expression dans les médias-média training » pour les agents de l'Office national des forêts.

2.2 Nomenclature

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

CPV : 80530000-8 « service de formation professionnelle ».

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure

L'accord-cadre est passé par voie de marché à procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2123-2, du code de la commande publique. Famille 2 « services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels » de l'avis relatif aux contrats de la commande publique, CPV n° 80530000 – 8 « service de formation professionnelle »).

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECEM0816423A publié au JO du 1^{er} avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

3.2 Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4-3° l'accord-cadre sera passé sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes fixé comme suit :

Montant minimum de commande	Montant maximum de commande
sans	221 000 € HT/4 ans

3.3 Décomposition en lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

3.4 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.5 Prestations supplémentaires éventuelles et variantes

Les prestations supplémentaires éventuelles et variantes ne sont pas autorisées.

3.6 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. Il reste tenu par son engagement pour la durée totale de l'accord-cadre, soit 48 mois maximum.

A défaut de reconduction, l'accord-cadre sera terminé sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à quatre mois maximum.

3.7 Lieu d'exécution de l'accord-cadre

Compte tenu des contraintes qui lui sont propres (notamment contraintes logistiques et organisationnelles), l'ONF souhaite que les formations prévues au marché aient lieu dans les locaux du titulaire. Dans ce cas, il doit disposer d'une salle de formation, équipée avec le matériel nécessaire.

A titre exceptionnel, certaines formations pourront se dérouler dans les locaux de l'ONF (au 2 Avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort ou 8 allée de Longchamp 54600 Villers-lès-

Nancy, ou autre site). Dans ce cas, les déjeuners des stagiaires et du formateur seront organisés et pris en charge par l'ONF.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire ;
- l'Etat des Prix Forfaitaires et Unitaires;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECEM0816423A publié au JO du 1^{er} avril 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- le mémoire technique du titulaire.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute disposition de la proposition du titulaire et de ses conditions générales de vente qui serait incompatible avec l'acte d'engagement et le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est réputée non écrite.

Hormis le CCAG-FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu'il ne soit pas joint au présent CCAP.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Passation des commandes

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande signés par le responsable du pôle Développement des Compétences pour l'ONF et par les représentants désignés dans la convention de groupement pour les filiales, à tout moment pendant la durée du l'accord-cadre sur sollicitation du Chargé d'ingénierie de formation responsable du suivi de la formation pour l'ONF. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent être exécutés dans la limite de quatre mois au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Toutes les commandes seront établies sur un formulaire particulier défini par l'ONF.

La notification au titulaire des bons de commande est faite par échange dématérialisé, selon les modalités suivantes : un courriel est adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire qui devra en accuser réception par courriel dans le délai de 24 heures ouvrées. Passé ce délai, le courriel est réputé réceptionné par le titulaire et les différents délais commencent à courir.

5.2. Sous-traitance

Compte tenu de la nature des prestations, la sous-traitance n'est pas souhaitée, sauf pour ce qui concerne des prestations très spécialisées, sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- une attestation d'assurance responsabilité civile, un original d'un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du Commerce ou au registre des Métiers ;
- le cas échéant, l'exemplaire unique de l'accord-cadre remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

5.3. Prestations similaires

En application des articles L2194-1-1 et R2194-1, le présent marché peut être modifié notamment dans les termes suivants :

- En appliquant un plan de progrès. Il vise à améliorer la performance, la productivité, la qualité et les coûts. Ce plan de progrès peut être demandé au titulaire à l'issue de chaque année, et est acté dans le cadre des comités de pilotage. Il peut être proposé par le titulaire, ou les objectifs peuvent être demandés par l'ONF.
- Tout élément permettant d'améliorer les processus définis au marché, et les résultats attendus.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur, l'ensemble des personnes qualifiées pour effectuer les prestations, désignées lors de la remise de son offre dans son mémoire technique.

Tout changement de formateur ou d'intervenant pour la réalisation des actions de formation prévues à l'accord-cadre, devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Les remplaçants devront au minimum être aussi compétents que les intervenants proposés initialement. Pour ce faire, le titulaire fournira le CV, les informations relatives aux formations de base et complémentaires et l'expérience de chaque nouvel intervenant. Ces derniers ne pourront commencer à réaliser les prestations qu'après acceptation par le pouvoir adjudicateur de leur qualification.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter dans la réalisation des prestations, une obligation de discrétion totale en s'interdisant expressément de communiquer à quiconque, les informations dont il aura à connaître à l'occasion de celle-ci.

7 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises en application de l'article 25 du CCAG-FCS.

8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires et unitaires.

Les prix sont détaillés dans l'état des prix forfaitaires et unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix de règlement de chaque commande sont déterminés en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires décrits au bordereau des prix.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés inclure la cession des droits de propriété intellectuelle, les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire pour la complète exécution de ses prestations, y compris les frais de préparation des sessions de formation.

8.3. Modification dans la masse des prestations

8.3.1. Prestations non prévues

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans l'état des prix forfaitaires et unitaires

s'avéreraient nécessaires :

8.3.1.1 Création de nouveaux prix :

- Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation (thématiques non prévues, durées de formation différentes de celles prévues au bordereau des prix unitaires ou au catalogue/tarifs publics), le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

- Soit par application des prix du ou des catalogues / tarifs publics applicables à l'ensemble de la clientèle, se rapportant aux prestations objet de l'accord-cadre et affectés du/des taux de remise porté/s à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

L'état des prix forfaitaires et unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

8.3.1.2 Limitations

Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle.

8.3.2. Modification des prestations prévues à l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur peut, en cours de l'accord-cadre, apporter unilatéralement certaines modifications à la consistance ou à la nature des prestations notamment lorsque des conditions économiques et/ou techniques le justifient.

Qu'il y ait ou non une incidence financière sur l'accord-cadre, toute modification dans la description des prestations du présent accord-cadre ne sera prise en compte que si elle fait l'objet d'un bon de commande établi par le pouvoir adjudicateur, et, en cas de dépassement prévisible du montant maximum de l'accord-cadre, de la conclusion préalable d'un avenant.

L'état des prix forfaitaires et unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

8.4.Variation dans les prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisables dans les conditions suivantes :

Les prix seront révisés une fois par an, à la date anniversaire du marché, selon la méthode dite "en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I / I_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix hors taxe révisé

P₀ = Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

I = Indice SYNTEC

- L'indice d'ajustement (I) sera le dernier indice connu au premier jour du mois anniversaire du marché
- L'indice de base (I₀) sera le même 12 mois auparavant

Le titulaire adressera le BPU révisé, pour validation de l'ONF, par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant son entrée en vigueur.

L'ONF disposera de trente jours, à compter de la date de réception pour valider les nouveaux prix.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix entreront en vigueur, dès le délai de trente jours écoulés dans le cas d'une acceptation tacite, ou dès réception par le fournisseur de l'accord formel de l'ONF en cas d'acceptation expresse dans un délai inférieur.

En cas de refus, l'ONF informera le titulaire de l'erreur de calcul constatée et lui adressera la version corrigée pour accord.

Les anciens prix continueront de s'appliquer jusqu'à l'accord du titulaire sur la proposition faite par l'ONF.

8.4.1. Encadrement des prix

En cas d'engagements souscrits par la profession dans le cadre d'une réglementation des prix, les accords de régulation ou de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires se substitueront à la présente formule.

8.5.Modalités essentielles de paiement

8.5.1. Facturation

Mentions sur toutes les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,

- Numéro de facture,
- Identité du titulaire :
 - o Dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o Adresse du siège social,
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - Ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - Numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o Forme juridique et capital social (pour les sociétés),
 - o Référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF ou de la filiale (en fonction de l'entité à l'origine de la commande concernée) :
 - o Adresse du service ayant passé la commande
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - o Description détaillée de la prestation,
 - o Numéro de l'accord-cadre (numéro en 46XXXXXXXXX),
 - o Numéro de la commande (numéro en 45XXXXXXXXX),
 - o Les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - o Les quantités si pertinentes,
 - o Le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

8.5.2. Transmission des factures à destination de l'ONF

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

➤ Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.

Il est obligatoire d'utiliser le portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- suivre le traitement de ses factures,
- ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro. Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute question, et sous réserves de modifications, le titulaire est invité à utiliser les moyens suivants :

- sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>, :
 - o **Le Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés),
 - o **Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »),
 - o **Saisir une sollicitation :**
 - En mode connecté : **Saisir une sollicitation** (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro,
 - en mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.
- Le site d'aide et d'information : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

➤ **Mentions spéciales Chorus Pro.**

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra.
Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX ou 2025-9245-001.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification :
66204311604119 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.5.3. Délai global de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 60 jours maximum.

Le paiement se fait par virement administratif.

Les modalités de calcul du déclenchement du délai de paiement sont précisées aux articles R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

8.5.4. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8.5.5. Retenue de garantie

Le présent accord-cadre ne donne pas lieu à la retenue de garantie prévue à l'article L2191-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande

8.5.6. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, toute suppression de sessions de formation, sans l'accord préalable de l'ONF obtenu par le titulaire en respectant le délai de prévenance fixé par le CCTP à 20 jours avant la tenue de la formation, entraînera l'application des pénalités suivantes :

- annulation entre 3 semaines et 1 semaine avant la date prévisionnelle : 50% du coût de la session ;
- annulation moins d'une semaine avant la date prévisionnelle : 100% du coût de la session.

Tout retard dans la réalisation ou la livraison des livrables de formation prévus aux CCTP, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par jour calendaire de retard.

La non-remise des documents le jour de la formation entrainera une pénalité de 300 € HT.

L'ONF peut à tout moment annuler unilatéralement une session, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Hors cas de force majeure ou de faute de sa part, le titulaire pourra être indemnisé dans les conditions prévues ci-après.

En cas d'annulation à l'initiative de l'ONF adressée moins de 7 jours ouvrés avant le début de la session, le titulaire pourra, à sa demande, être indemnisé à hauteur de 50% de la valeur hors taxes de la (des) session(s) concernée(s)/annulée(s). Dans ce dernier cas, le montant dû par l'ONF est reporté sur la prochaine facture.

9.3.Modalités de mise en œuvre

Les pénalités sont cumulables.

9.4.Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

10. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés si ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

11. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes.

Les litiges éventuels seront régis exclusivement par les lois et règlements français. Les tribunaux administratifs français auront, seuls, compétence pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires étrangers.

Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, sera soumis par le titulaire au pouvoir adjudicateur, sous pli recommandé avec accusé de réception.

12. ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou

matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

13. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

14. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

14.3. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

14.4. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

14.5. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

14.6. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à adresser par soit courrier, soit par téléchargement à la société ACTRADIS en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé :

- Adresse postale : 67 route de la Reine, CS 40102, 92773 Boulogne-Billancourt Cedex
- Téléchargement sur le site : www.actradis.fr

15. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La résiliation de l'accord-cadre s'exécutera dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

16. DEROGATION AU CCAG-FCS

L'article 9 « pénalités » du présent accord-cadre déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.